

Discours de Paul-Henri Spaak (Strasbourg, 21 octobre 1955)

Légende: Le 21 octobre 1955, Paul-Henri Spaak, ministre belge des Affaires étrangères, expose devant l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe le sens et la portée politique de sa mission à la tête du Comité intergouvernemental chargé de jeter les bases pour l'élaboration du Marché commun et de l'Euratom.

Source: SMETS, Paul-F. (sous la dir.). La pensée européenne et atlantique de Paul-Henri Spaak (1942-1972). Volume 1. Bruxelles: Goemaere, 1980. 1256 p. p. 450-451.

Copyright: (c) Paul-Henri Spaak

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive respectivement du CVCE et/ou de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser au CVCE ou aux auteurs ou ayants droit concernés.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/discours_de_paul_henri_spaak_strasbourg_21_octobre_1955-fr-9840fa9e-a1fb-48bf-8d42-65baaca7d419.html



Date de dernière mise à jour: 05/11/2015

Discours de Paul-Henri Spaak (Strasbourg, 21 octobre 1955)

[...]

Sur le fond, Mesdames et Messieurs, les six ministres réunis à Messine, n'ont pas dit : « Nous voudrions créer un marché commun, est-ce possible » ? Ils ont pris une décision politique, ils ont formulé une affirmation politique d'une extrême importance - Je vous expliquerai tout à l'heure pourquoi - et qui, à mes yeux, a complètement modifié le climat dans lequel les experts ont été amenés à travailler. A Messine, en effet, les six ministres ont dit : « Les six gouvernements reconnaissent que la constitution d'un marché commun européen exclusif de tout droit de douane et de toute restriction quantitative est l'objectif de leur action dans le domaine de la politique économique ».

Voilà une déclaration d'une considérable importance, un choix politique qui n'est plus mis en discussion : la volonté de réaliser ce marché commun européen est, à mes yeux, dans le domaine économique dont nous parlons aujourd'hui, la base essentielle sur laquelle il faut essayer de construire la nouvelle Europe.

Pour ce qui est de la méthode, les ministres ont eu recours à une innovation dont il est peut-être un peu difficile de parler pour la raison que vous allez voir tout de suite, mais qui, elle aussi, introduit un changement profond, dans les méthodes employées jusqu'à présent.

Cette innovation - et au moment où cette décision a été reprise, on ne savait pas quel homme serait choisi - consistait à dire : les travaux des experts seront coordonnés par un homme politique.

Personnellement, j'attache à cela - non pas parce que par la suite j'ai dû à la confiance et à l'amitié de mes collègues d'être choisi pour être ce coordinateur - j'attache à cela une grande importance, car j'en fais une question de principe.

Les trois mois que je viens de vivre avec les experts m'ont confirmé dans l'opinion suivante que j'ai d'ailleurs exprimée déjà bien des fois : la question de savoir si l'on peut créer une Europe économique nouvelle, et plus particulièrement si l'on peut créer un marché commun européen, n'est pas une question de technique, c'est une question de volonté politique.

Le jour où la volonté politique est affirmée, dans le cadre de cette volonté politique, il n'est pas une seule question technique dont on ne puisse trouver la solution.

Je constate, depuis que je me suis penché d'une façon plus approfondie sur ces problèmes, qu'il n'y a aux difficultés techniques non pas une seule solution, mais généralement trois ou quatre, et que, de nouveau intervient alors la responsabilité de l'homme politique qui, devant ces différentes solutions techniques possibles trouvées par les experts doit de nouveau faire son choix.

J'attache à cela une grande importance, parce que nous entrons ainsi, me semble-t-il, dans le domaine de la vérité. Je l'ai dit, d'autres l'ont dit aussi dans cette Assemblée, je me souviens de l'avoir entendu : ce qui nous a quelquefois, je ne dirai pas perdus, mais certainement retardés en Europe, et peut-être même dans le monde, lorsque nous avons été confrontés avec les grands problèmes, c'est que les hommes politiques n'ont pas voulu ou n'ont pas osé prendre leur responsabilité.

Il est si facile, en effet, quand un grand problème se pose, un problème dont la solution nécessite un peu de courage et un peu d'audace, de dire : que les techniciens nous apportent la solution ! Mais les techniciens ne peuvent pas apporter la solution des problèmes politiques. Il y a aussi des techniciens de la politique, et ces techniciens c'est nous !

C'est nous qui devons prendre nos responsabilités, c'est cela notre rôle ! C'est en prenant nos responsabilités que nous pouvons être utiles.

Les ministres réunis à Messine, en indiquant clairement que les travaux techniques, que les travaux des

experts devaient être, dès le début, coordonnés par un homme politique, se sont engagés ainsi, me semble-t-il, dans la bonne voie. Je suis persuadé que cette décision a modifié favorablement l'atmosphère dans laquelle les techniciens ont été amenés à travailler, car ils se sont sentis plus libres d'apporter aux problèmes les solutions, scientifiques, dirai-je, qu'ils croyaient bonnes, sachant que le choix final ne serait pas fait par eux, mais par les hommes politiques.

[...]